

PRÉFECTURE DU CHER

**DIRECTION de la RÉGLEMENTATION
GÉNÉRALE ET DE
L'ENVIRONNEMENT**
*Bureau des Procédures
et de la Concertation Locale*

-
Installation classée
soumise à autorisation n°5214

-
Exploitant :
M. Maxime GRELLET

ARRÊTÉ n° 2005.1. 633 du 1^{er} juin 2005

**portant changement d'exploitant et imposant
des prescriptions de remise en état et de surveillance
de la décharge située à Vallenay**

La Préfète du Cher,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre du Mérite,

Vu le code de l'environnement et en particulier son titre V,

Vu le décret du 20 mai 1953 modifié pris pour l'application de l'article L 511-2 du code de l'environnement, constituant la nomenclature des installations classées,

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement susvisé, et en particulier ses articles 18, 20 et 20-1,

Vu l'arrêté préfectoral du 20 août 1982 autorisant les Ets DOUCET, sis 8 rue de la Ravoie à St Amand Montrond à exploiter une décharge de déchets industriels sur le territoire de la commune de Vallenay au lieu-dit « Les Bois de Vallenay »,

Vu l'arrêté complémentaire du 13 décembre 1993 imposant la prescription additionnelle « l'admission des vieux papiers et cartons non souillés, en provenance des entreprises et du tri sélectif est interdite »,

Vu la lettre de M. Maxime GRELLET du 24 juillet 2001 indiquant qu'il a repris en juillet 1994 en accord avec M. DOUCET l'autorisation d'exploiter la décharge de déchets industriels située sur le territoire de la commune de Vallenay au lieu-dit « Les Bois de Vallenay »,

Vu l'attestation produite par M. MASSEREAU, avocat de M. GRELLET, justifiant que la décharge de Vallenay ne faisait pas partie de l'actif de la SA GRELLET et que M. Maxime GRELLET a entendu, à titre personnel, se charger des modalités de fermeture du site concerné,

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées du 27 décembre 2004,

Vu l'avis favorable émis par le conseil départemental d'hygiène au cours de sa séance du 11 janvier 2005,

Considérant que c'est bien M.GRELLET qui doit être considéré comme le dernier exploitant connu de la décharge, à défaut d'être le dernier titulaire de l'autorisation,

Considérant que l'établissement constitue une installation classée soumise à autorisation visé sous le numéro suivant de la nomenclature

- n° 167 B Déchets industriels provenant d'installations classées (installation d'élimination à l'exception des installations traitant simultanément et principalement des ordures ménagères)

Sur la proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Changement d'exploitant :

Il est donné acte de la déclaration de changement d'exploitant au bénéfice de M. Maxime GRELLET, pour l'exploitation et la remise en état de la décharge de déchets industriels banals sise au lieu-dit « Les Bois de Bigny » (parcelle n°8 section B) sur la commune de VALLENAY et régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 20 août 1982 (autorisation délivrée aux établissements DOUCET sis 8 rue de la Ravoie à Saint Amand Montrond).

Article 2 :

Monsieur Maxime GRELLET est tenu de respecter les dispositions de remise en état et de surveillance de la décharge prévues aux articles suivants.

Article 3 – Remise en état :

3.1. Couverture

Un nivellement des terres rapportées en place est réalisé et une couche de forme de 20 cm d'épaisseur recouvre toute la décharge. Une couche de 60 cm de matériaux argileux présentant une perméabilité de 1.10^{-6} m/s a été mise en place sur toute la surface de la décharge. Elle est recouverte par une couche de 30 cm de compost mûr. La couverture ainsi réalisée présente un pendage d'environ 3%, permettant un écoulement naturel des eaux de ruissellement vers le fossé périphérique.

3.2. Collecte des eaux de ruissellement

La décharge est ceinturée par un fossé périphérique relié, après accord du service compétent, au fossé de la RD3. Les pentes au niveau des fossés doivent permettre d'éviter les stagnations d'eau et de faciliter l'écoulement vers le fossé de la RD3.

3.3. Sécurité des accès

La décharge est clôturée sur tout son pourtour et son accès est clos en l'absence de personnel sur le site.

3.4. Intégration paysagère

En dehors du portail d'accès, une végétation arbustive d'essences locales ceinture la décharge. La surface de la décharge est livrée à une végétalisation naturelle.

3.5. Justificatifs

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, après la réalisation des travaux prévus aux articles 3.1 à 3.4, les documents justifiant de leur réalisation (plan topographique à jour, photos, sondages justifiant l'épaisseur des couches d'argile et de compost...).

Article 4 – Surveillance :

4.1. Surveillance générale

Des visites trimestrielles du site sont réalisées. Elles portent au moins sur :

- la bonne tenue de la clôture du portail d'entrée et de la couverture,
- le bon état des fossés de collecte des eaux pluviales,
- le bon état de la végétation du site,
- le suivi du tassement du site.

Ces visites font l'objet de comptes-rendus transmis à l'Inspection des Installations Classées dans les 2 mois suivant leur occurrence.

4.2. Suivi de la qualité des eaux souterraines

Au droit du piézomètre mis en place en aval (selon l'implantation figurant sur le plan annexé au présent arrêté) ainsi qu'au niveau de la pompe du monument aux morts de Vallenay, un prélèvement des eaux souterraines est réalisé annuellement, en période de hautes eaux, pour analyse selon les normes en vigueur sur les paramètres suivants : pH, potentiel redox, résistivité, NO_2^- , NO_3^- , NH_4^+ , Cl, SO_4^{2-} , PO_4^{3-} , K^+ , Na^{2+} , Ca^{2+} , Mg^{2+} , Mn^{2+} , Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, COT, AOX, phénols, phtalates et hydrocarbures totaux¹, solvants chlorés (dont chlorure de vinyle), DCO, DBO_5 , MES. Le rapport de contrôle des eaux souterraines est adressé dans les 2 mois suivant l'occurrence du contrôle.

Article 5 – Garanties financières :

L'exploitant doit constituer des garanties financières destinées, en cas de défaillance de ce dernier, à couvrir les frais de remise en état et de surveillance du site sur 5 années à compter de la notification du présent arrêté.

Les montants des garanties financières à constituer sont les suivants :

Année	Montant à cautionner (en € T.T.C.)
1	23 822
2	12 460
3	9 470
4	6 480
5	5 284

1 NFT 90-114 pour les hydrocarbures

Le document attestant de la constitution de ces garanties doit être un acte de cautionnement solidaire conforme à celui annexé à l'arrêté interministériel du 1^{er} février 1996 modifié. Ce document doit être adressé à la Préfète du CHER sous un **délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.**

L'attestation peut être établie pour une période ne couvrant pas la durée totale de remise en état et de surveillance mais doit couvrir au minimum 1 an. Dans ce cas, au moins 3 mois avant l'échéance de validité de l'attestation, un nouveau document attestant de la constitution de garanties financières pour une période minimale de 1 an doit être adressé à Madame la Préfète du CHER.

La Préfète peut faire appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté préfectoral, en matière de remise en état et de surveillance, après application des mesures prévues par l'article,
- soit après disparition de l'exploitant.

Article 6 – Fin de la période de surveillance :

Au moins 6 mois avant le terme de la période de surveillance, l'exploitant adresse à la Préfète un dossier établi selon le modèle du dossier prévu à l'article 34-1 du décret du 21 septembre 1977 modifié susvisé. Ce dossier comporte au moins un plan topographique complet du site et de l'ensemble des fossés, aménagements et installations ainsi qu'une synthèse commentée des visites de surveillance trimestrielles et des contrôles annuels des eaux souterraines. Le préfet fait alors procéder par l'Inspecteur des Installations Classées à une visite du site pour s'assurer que sa remise en état est conforme aux prescriptions de l'arrêté.

Le rapport de visite établi par l'Inspecteur des Installations Classées est adressé par la Préfète à l'exploitant et au Maire de la commune de VALLENAY. Sur la base de ce rapport, la Préfète consulte le Maire de la commune intéressée sur l'opportunité de lever les obligations de garanties financières auxquelles est assujéti l'exploitant.

Article 7 :

Les dispositions de l'article 2-22° de l'arrêté du 22 août 1982 sont abrogées.

Article 8 :

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Vallenay où elle pourra y être consultée. Le présent arrêté devra être affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de M. Maxime GRELLET.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise et faisant connaître qu'une copie du présent arrêté est tenue à la disposition de tout intéressé qui en fera la demande, sera affiché à la porte de la mairie de Vallenay pendant une durée minimale d'un mois.

Un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité sera adressé à la préfecture du Cher (direction de la réglementation générale et de l'environnement – bureau des procédures et de la concertation locale).

Un avis sera inséré par les soins de la Préfète du Cher et aux frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.

Article 9 :

L'exploitant peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux **dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision.**

Il peut également la contester par un recours gracieux ou un recours hiérarchique, ce recours ne suspend pas le délai fixé pour la saisine du Tribunal Administratif.

Article 10 :

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre I du livre V du Code de l'Environnement.

Article 11 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Cher, Monsieur le Sous-Préfet de St Amand, Monsieur le Maire de VALLENAY, Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la région Centre, Monsieur l'Inspecteur des installations classées et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'au pétitionnaire.

Bourges, le ~ 1 JUIN 2005

La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général,


Francis CLORIS